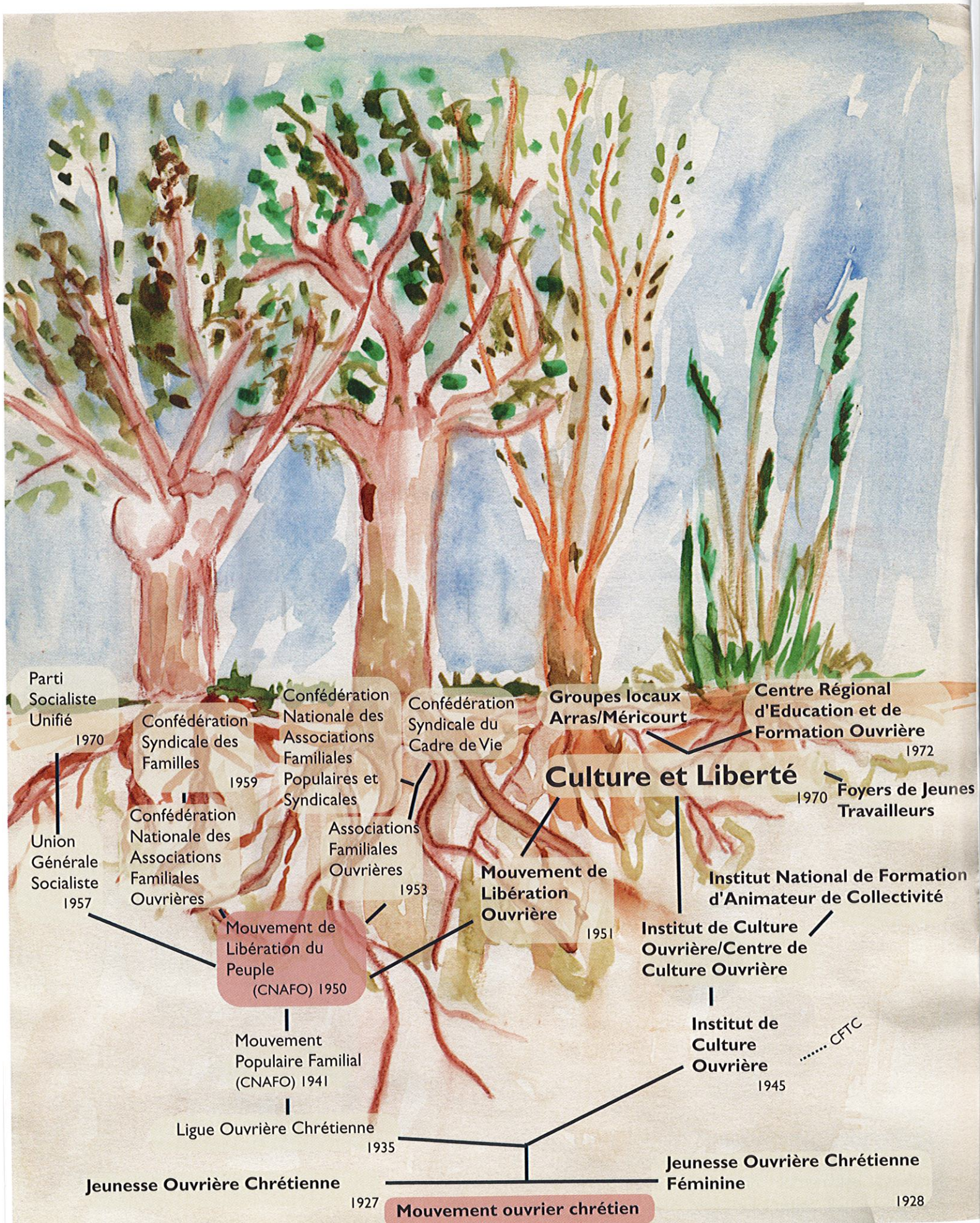


Génèse



Portraits de l'Éducation Populaire

La rencontre des êtres dans l'action collective, c'est le ressort de l'éducation populaire dont nous nous réclamons. Une éducation populaire représentée par quelques personnes dont voici les portraits. Trois grandes figures historiques, celles de Fernand Pelloutier, de Marc Sangnier et de Simone Bouchereau. Et un couple de nos contemporains, fidèle aux valeurs (voir p.9) et principes (voir pp.10-11) de CetL62.

Marc Sangnier

C'est avec le mouvement Le Sillon (1894-1910) que Marc Sangnier "invente" la composante des "cathos sociaux" dans l'éducation populaire, l'action politique pour l'avènement d'une République démocratique, et l'éducation permanente des citoyens. Il est la référence commune des organisations JOC, ACO, et MRJC¹... Toute son action fut rythmée de publications, rencontres, cercles d'études et instituts populaires. Leurs réalisations concrètes étaient organisées sous forme de coopératives (imprimerie, gestion immobilière...).



Marc Sangnier (le 2ème à droite)

Fernand Pelloutier

À 33 ans, Fernand Pelloutier, meurt dans la pauvreté. Secrétaire général de la Fédération nationale des Bourses du travail à 28 ans (1895), socialiste et libertaire², il a débuté comme journaliste à 19 ans, après avoir raté son bac. Nous lui devons la vivacité du courant ouvrier, source historique de l'éducation populaire française : un courant culturel,



Fernand Pelloutier

actif et politique ...

Pour élaborer collectivement des réponses émancipatrices, rien n'était plus important pour lui que d'impliquer les ouvriers eux-mêmes dans la recherche de compréhension du monde social, économique et culturel.

Simone Bouchereau

Née à Roubaix en 1929, elle mène des actions collectives à la maison. Ces actions impliquaient surtout des femmes. Simone Bouchereau³ a su articuler



Simone Bouchereau

liberté de penser et liberté d'action. Celles et ceux qui l'ont rencontrée dans l'activité de Culture et Liberté Pas-de-Calais ont été marqués par cette rencontre, bénéfique pour leur propre éducation culturelle, humaniste et activiste.

Michel et Bernadette Riez

« En 1970, quand le CCO et le MLO fusionnent pour donner naissance à Culture et Liberté, j'œuvre pour que les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) soient des lieux de promotion collective et personnelle des jeunes travailleurs. En 1972, avec des militants du MLO de Méricourt et le réseau des FJT d'Arras, nous créons Culture et Liberté Pas-de-Calais. Les premières formations sont civiques, citoyennes et syndicales. Je participe ensuite à la création du CREFO (Centre Régional de Formation en Milieu Ouvrier) puis à sa direction ». Michel Riez

« En 1965, directrice du FJT Anne Franck à Arras, je promouvais les pratiques de l'Éducation Populaire pour sensibiliser les jeunes à la citoyenneté, plus particulièrement aux enjeux des élections. Militante dans les associations familiales et Culture et Liberté, j'ai toujours favorisé la solidarité entre les résidentes, visant surtout leur autonomie et la rencontre entre associations ». Bernadette Riez

¹ Jeunesse Ouvrière Catholique, Action Catholique Ouvrière et Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne.

² Source : le Maitron.

³ « Simone, c'était la femme cultivée, autodidacte, qui avait quitté l'école tôt. Simone savait articuler le concret et les idées, l'action et la réflexion. » (Site : <http://www.histoire-culture-et-liberte.eu>)

Histoire de Culture et Liberté

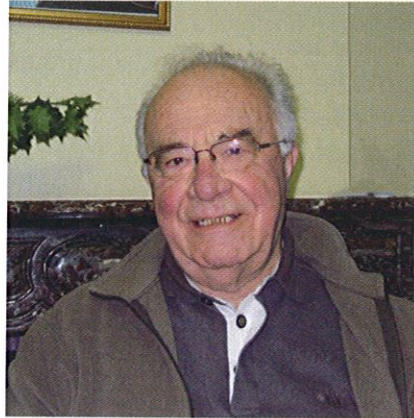
Les premiers pas

Culture et Liberté est née de la volonté de contribuer au développement culturel dans le monde du travail, avec 3 actions principales : l'information, la formation et l'animation. Pour viser la proximité, l'association à vocation départementale appuie son action sur les groupes locaux (Arras et Méricourt). Elle expérimente des alternatives dans la lutte pour plus de justice sociale, de démocratie, de promotion sociale et d'autonomie.

C'est alors le début des années 70. Les membres de C&L62 sont des ouvriers avec une conscience de classe et des proches ou alliés ; leur héritage est militant. Que leur héritage soit chrétien ou non, ils sont tournés vers l'action collective

Un projet politique, celui du mouvement national

« Nous avons travaillé à la rédaction de notre projet politique en 2008 de manière à nous entendre collectivement, au travers de nos engagements sur chaque territoire, à une réelle transformation sociale et sociétale. [...] Notre but est de contribuer à la construction d'une société dans laquelle les droits sociaux, culturels, économiques, écologiques et politiques des femmes et des hommes sont au cœur de nos priorités ». **O. Farhi, présidente du Mouvement.**



Michel Riez

et leur devise est « tous formés, tous formateurs ». Des actions de formation se font dans les quartiers ouvriers, à partir des associations et des équipements culturels de quartiers ou à la demande des comités d'entreprise. C&L62 s'ouvre à l'expression artistique dans la lutte, avec le Théâtre du Levant et promeut certains arts comme l'accordéon, méprisé par les conservatoires.

Le projet est alors porté par des revendications pour améliorer les conditions de vie, le « vivre et travailler au pays », le renouveau des coopératives¹. Active dans l'initiation civique et syndicale, C&L62 forme au droit du travail, organise des débats de sensibilisation et des réunions d'information, elle coordonne des productions collectives et des actions revendicatives.

Les actions de formation sont demandées par les militants associatifs pour mieux s'exprimer, prendre des responsabilités, mieux comprendre et analyser l'actualité,

la société. Les formations de longue durée effectuées suite à l'instauration du droit à la formation continue² sont confiées au CREFO, créé par Culture et Liberté et d'autres³.

La grande Mutation

Avec les années 1980, c'est la « crise » économique et le chômage. C&L62 débute des actions en direction des chômeurs. Le gouvernement socialiste met en place des actions « d'insertion » et recourt massivement aux associations comme sous-traitants. Arrivent chez C&L62 des salariés non issus du milieu ouvrier, principalement des formateurs et des travailleurs sociaux, et le clivage bénévoles-salariés commence. Habitée à promouvoir des actions au service



Bernadette Riez

d'autrui, C&L62 ne cultive pas suffisamment ses propres forces pour construire ses propres démarches.

C'est avec les années 1990 que Gérard Nicaise, président de C&L62 depuis 1977 fait face aux tensions et désillusions des actions

- 1 La première coopérative au XIX^{ème} siècle avant la loi sur les coopératives (car l'usage précède souvent la loi) est une coopérative boulangère en soutien à la grande grève des ouvriers de la soie de Lyon, les Canuts.
- 2 Droit revendiqué depuis les années 50 par les associations d'éducation populaire et traduit en loi par Jacques Delors (Chaban Delmas) en 1971.
- 3 En 1985, C&L62 quittera le CREFO regrettant de ne pas avoir assuré elle-même toutes ses formations, créant sa propre concurrence

«d'insertion». Elles n'ont pas créé d'emplois. C&L62 s'était transformé en employeur sous-traitant des politiques publiques.

En 1997, C&L62 décide de refuser l'argent de « l'insertion », suite à une longue réflexion sur le sens des actions.

Un nouveau président, Jérôme Morillon est élu en 2006. Et Isabelle Kaïk prend ses fonctions de directrice. Le contexte est celui d'une grande précarité économique et existentielle. On se questionne. Les financeurs publics doutent. Les habitants interpellent... Qu'est-ce vraiment C&L62 ? **L'association réaffirme fortement les principes d'éducation populaire** et redonne cadre et sens à une organisation déstructurée. C'est une période avec beaucoup de licenciements économiques et une baisse du nombre d'adhérents. C&L62, fidèle à son histoire, rencontre le même type d'écueils¹.

Le tournant de la rupture

Et, pendant quelques années, C&L62 accepte de jouer le rôle attendu en s'inscrivant dans des démarches de soumission à des systèmes d'ingérence. **Elle répond à des appels à projets qui la mettent en difficulté.** Et voit disparaître des associations autour d'elle ... Puis C&L62 analyse, avec ses réseaux d'appartenance², ce que tous sont en train de vivre. Ils font le constat d'une situation généralisée et orchestrée au service de la réforme de la RGPP³ et de la croyance dans le marché

concurrentiel. C&L62 apprend à dire NON ... Non à des dispositifs, non à des comportements inacceptables de la part de techniciens et financeurs. C&L62

apprend à peser ses choix en matière de partenariat, de financement. Ses membres expérimentent la résistance. Tout ceci fait que **C&L62 n'a de cesse de se construire un avenir de qualité pour ses membres et l'ensemble des personnes accueillies et accompagnées.** C&L62 veut former sans formater, rejoindre des réseaux proches de ses valeurs et de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire qui rappellent que **l'humain est au centre de son action.**

C'est la raison d'être de notre association : réunir des personnes qui se retrouvent dans nos valeurs, nos principes et nos façons de faire et qui veulent agir ensemble. L'action individuelle et collective se veut ici

**« Ce qui est fait pour nous par d'autres, mais sans nous, est fait contre nous. »
Nelson Mandela**

ouverte sur la société et, en particulier les groupes de personnes aspirant à reprendre un peu de pouvoir (ou : capacité de faire) sur leurs conditions de vie. Elle a pris et prendra des formes

variées, dans des domaines qui ont trait pour l'essentiel :

- 1. A l'action individuelle et collective ;
- 2. A l'éducation populaire, l'éducation permanente et la formation continue ;
- 3. A l'action culturelle sous de multiples formes.

Jérôme MORILLON



¹ C'est l'arrivée dans les quartiers d'équipements sociaux d'initiatives municipales, qui pose la question de la pertinence de C&L62 sur ces territoires. C&L62 fait le choix du partenariat, mais elle doit finalement céder la place et ses propres activités à d'autres sans maintenir son action localement.

² Citons le CRAJEP (Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire), l'AROFESSEP (Association Régionale des Organismes de Formation Économie sociale, Éducation Permanente) et surtout le Mouvement National et l'Union Régionale de Culture et Liberté.

³ RGPP : Révision Générale des Politiques Publiques